



Déclaration liminaire – CTSD 1er degré du 04 mars 2021

Monsieur le Dasein, Mesdames et Messieurs membres du CTSD,

Nous nous retrouvons ce jour afin de définir la carte scolaire pour le 1er degré dans notre département...

Avec un solde de 0 poste pour l'académie, nous avons découvert avec inquiétude la dotation (quoique le terme soit peu approprié) de 12 postes en moins pour notre département pour l'année scolaire 2021.2022.

Lorsque nous avons découvert les documents de travail, nous avons, à vrai dire, réitéré nos calculs plusieurs fois, persuadés qu'ils étaient faux ! Et bien non : le projet propose bien un total de retrait de 48,5 pour une attribution globale de 22,9, nous avons bien un déficit de 25,6, c'est dixièmes nous semblant bien dérisoires, disons 26.

Comment expliquer que nous soyons à ce solde négatif quasiment de 26 ETP alors que le ministère n'en demande que 12 ? Alors que c'était déjà trop et que de toute façon, rares sont pour nous les fermetures qui se justifient réellement.

Une nouvelle fois, ce sont les conditions de travail pour les élèves et les personnels qui vont encore se dégrader dans nos écoles, et pour certaines, ce n'est pas la 1^{ère} fois.

Les conditions indispensables pour un enseignement serein pour les élèves et à fortiori les équipes ne seront pas réunies à la rentrée 2021.

La baisse des moyens demandée par le ministère rend prévisible l'échec d'une réforme qu'il a lui-même portée. Pour l'Unsa Education, pour les collègues, pour les élèves, pour les familles : il ne sert à rien de dire que l'état défend la qualité de l'éducation pour tous, si les mots ne sont pas traduits en actes qui eux, finalement : disent le contraire.

Nous en avons tous plus qu'assez de cette soi-disante priorité donnée à l'éducation, où la voit-on réellement ?

Nous sommes inquiets également pour l'école maternelle qui doit demeurer celle de l'épanouissement et du développement des jeunes enfants comme le voulait Pauline Kergomard, première inspectrice générale de l'école maternelle nommée par Jules

Ferry en 1881, il y 140 ans. Les réformes de la maternelle qui se profilent ont été rejetées par un grand nombre d'associations, fédérations reconnues depuis longtemps pour leur expertise de l'école maternelle.

Celle-ci n'est pas là pour anticiper une réussite nécessaire aux évaluations de CP et encore moins pour anticiper les apprentissages du CP en oubliant les fondamentaux de la maternelle qui en sont la base. On ne fonde pas un bel ouvrage sur le sable ...

L'école doit prendre en compte les inégalités sociales, économiques et culturelles qui demeurent dans notre société et constituent une source de discrimination éducative à combattre. Et ceci aussi dès la maternelle : la réforme annoncée en fait peu de cas.

Face à cette baisse de moyens constante, c'est bien d'une seule voix, en intersyndicale, que l'Unsa et les autres organisations ont appelé à des rassemblements et des manifestations : afin de sauver cette école qui tous les ans semble déshabillée un peu plus par l'Etat.

C'est ce qui s'est passé, entre autre, hier après-midi.

Nous actons positivement que vous ayez reçu, en prenant le temps nécessaire : ces parents, élus ou encore enseignant.te.s qui se sont déplacés parfois venus de loin et avec leurs enfants parfois pour défendre leur classe et leur école.

D'après la presse locale, vous répondez : vouloir « répartir les moyens de la manière la plus cohérente possible, en fermant dans des classes où les élèves sont moins de 20. »

Si nous regardons , au final, ce sont quasi 26 supports qui sont menacés : permettez-nous pour une fois ce terme : pour l'Unsa entre autre, « la note est un peu salée » ! Certaines situations nous interpellent peut-être plus que d'autres, comme le projet de fermeture de la classe à Sormery. Comment peut-on envisager dans cette école de fermer une classe et d'amener l'enseignant à être seul, avec 26 élèves et 8 niveaux ? Ou encore, avec le projet de déplacer petits et moyens et de garder 6 niveaux ? Ne peut-on pas prendre encore le temps une année de réétudier cette organisation avec l'équipe enseignante, les communes, les parents représentants plutôt que d'opérer un retrait et de voir ensuite ce qu'on peut faire ?

Pourquoi vouloir fermer dans la seule école qui a fait l'effort de mettre en place une classe passerelle avec la crèche, à Chailley ?

Pourquoi envisager de fermer dans de grosses écoles avec des inclusions importantes, également beaucoup d'élèves en grande difficulté scolaire ou perturbés et qui sont sorties du dispositif REP en 2015, comme à Auxerre, à l'école Rive droite ou à St Siméon, écoles, où vous le savez Monsieur le DaseN, les difficultés sont nombreuses ! Les équipes ont besoin de stabilité, d'appui, d'une attention particulière qui se concrétise non pas par des mots mais par des moyens.

Nous déplorons également la disparition des PMQC, nous en parlons encore car

bientôt cela ne sera plus d'actualité.

D'ailleurs, il nous a été dit qu'ils disparaissaient au profit des dédoublements qui étaient un bon dispositif et malgré cela : vous supprimer 6 dédoublements pour en créer seulement 3.

Les équipes sont fatiguées de s'investir dans de nouvelles promesses qui sont ensuite vite effacées sans tenir compte de l'investissement humain qu'elles ont nécessité.

Il en est de même pour les missions français et maths au nombre de 5, qui disparaissent alors qu'elles ont moins de 2 ans.

Quel message envoyé à la profession et aux familles sur ces « chaises tournantes » ?

Un dispositif qui n'a même pas le temps de se mettre en place, sur un temps qui n'est jamais donné en plus et pour lesquels un bilan n'est pas fait avant qu'il disparaisse ?

Enfin, la suppression annoncée de 10 remplaçants ne nous semble pas justifiée. Cette année, les services de remplacements ont connu quelques périodes difficiles même si elles furent courtes mais la formation continue devrait donner lieu à plus de départs pour l'année prochaine vu qu'elle a été supprimée. Nous ne donnons pas plus de priorité aux formations en constellation qu'à celles non imposées que les enseignants choisissent en fonction de leurs besoins.

A travers ces quelques exemples, car la liste serait longue. L'Unsa Education dénonce ce projet de carte scolaire. C'est la 2^e année difficile que nous vivons et nous savons tous que pour trop d'enfants, les quelques semaines en moins à l'école avec la classe à la maison ont creusé les inégalités. Les élèves en difficulté sur les fondamentaux en cycle 2 entre autre sont plus nombreux et pourtant les rased et les écoles n'ont pas eu plus de moyens pour y faire face. Avec ces annonces de fermetures étonnamment nombreuses et sur des supports très différents nous ne pouvons qu'être contre et extrêmement déçus.

Nous aurions été en droit d'attendre en cette situation exceptionnelle qui perdure : des moyens exceptionnels aussi pour l'éducation.

Oui, nous savons que notre rapport E/C n'est pas très haut ... Mais à quoi correspond-t-il ? Si ce n'est à une classe virtuelle dans laquelle nous ne serons jamais.

On prône aux enseignants la différenciation, l'utilisation trop fréquente de cette moyenne pour justifier les suppressions ne va pas en ce sens.

Le contexte de l'école, les transports, le milieu dans lequel sont les enfants, le nombre d'élèves en grande difficulté, de notifications handicap, le nombre de niveaux par classe, le bâti aussi, et nous en oublions ... Tous ces critères sont à prendre davantage en compte et ce n'est pas suffisamment le cas.

L'Unsa sera aux côtés de tous les collègues pour défendre leurs conditions de travail et par là même, celles de nos élèves. Aujourd'hui comme hier, et ce, pendant toute la

durée des instances qui décideront des moyens de notre prochaine rentrée.

Pour l'Unsa

Mme Lamoureux Marie-C. et Mme Silvan Solange